

**INFORMACION DE GUATEMALA**

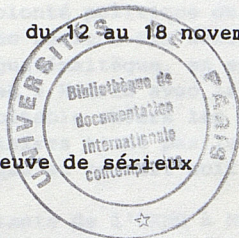
[Informations du Guatemala]

5° année / N°246

du 12 au 18 novembre 87

POLITIQUE

L'URNG demande au gouvernement de faire preuve de sérieux  
La répression a augmenté en octobre  
OEA : Les droits de l'homme en danger  
Une requête contre des officiers rejetée  
Mejia Victores dans la diplomatie  
Un député démissionne  
60 000 personnes arrêtées cette année  
L'armée augmente ses effectifs  
Les Etats-Unis réduisent l'aide militaire



ECONOMIE

Un prêt pour l'électrification du pays

INSURRECTION

Des insurgés occupent un village du centre du pays

MOUVEMENT POPULAIRE

Grève des travailleurs de l'IGSS

DROITS DE L'HOMME

Denonciations des violations aux droits de l'homme  
Un présentateur de la radio tué par balles  
Un professeur assassiné

4° P. 12315



POLITIQUE

L'URNG DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE FAIRE PREUVE DE SERIEUX

D'après une déclaration du 15 novembre de Miguel Angels Sandoval, dirigeant de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), "s'employer à résoudre le conflit armé interne du Guatemala par des moyens militaires démontre l'absence de volonté politique du gouvernement du président Cerezo de respecter avec sérieux les accords du sommet d'Esquipulas II". Le gouvernement guatémaltèque, en se refusant à poursuivre les négociations entamées à Madrid avec les rebelles fait preuve "d'une dépendance indubitable envers les décisions du haut commandement militaire ; les militaires n'ont pas le moindre intérêt à accepter qu'une solution politique au conflit soit recherchée".

Sandoval, qui faisait partie des représentants de l'URNG à Madrid, souligne que "si le gouvernement veut démontrer sa volonté politique au plan interne et international, il doit s'asseoir à une table de négociations et répondre aux propositions de l'URNG". Tant que le gouvernement n'aura pas fait cette démarche, il "se signalera comme trahissant les accords qu'il a signés à Esquipulas et lors des réunions suivantes".

LA REPRESSION A AUGMENTE EN OCTOBRE

Selon une information de la radio "Voz popular" 122 actes de violence ont été recensés au Guatemala au cours du mois d'octobre. Cette sinistre moyenne de quatre faits violents par jour est due "à l'ordre donné par les forces armées d'intensifier les assassinats, enlèvements et mitraillages" contre la population civile, en ville et à la campagne.

Sur ce total, 91 sont des assassinats 14 des blessures par balle et 17 des enlèvements. Ces crimes sont "commis par une faction clandestine de l'armée, le G-2 (service de renseignements), placé sous le contrôle du haut commandement militaire." Ce groupe au sein du G-2 est composé de militaires, gradés ou non, qui se moquent des lois "en toute impunité".

L'émission de la radio insurgée conclut que "le président Cerezo connaît très bien ce fonctionnement, le protège et prétend faire passer ces actes pour des actes de violence de droit commun ; il a de plus eu le cynisme d'annoncer une augmentation de la répression au mois de décembre".

OEA : LES DROITS DE L'HOMME EN DANGER

Le 11 novembre à Washington, le Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a signalé que "le respect des droits de l'homme a chuté immédiatement après les premiers mois de gouvernement démocrate-chrétien du président Cerezo", au Guatemala.



Le rapport annuel de la CIDH devant l'assemblée générale des états américains souligne que de sérieuses restrictions et obstacles persistent en matière des droits de l'homme au Guatemala. Ceci est dû "à la décentralisation de la violence, qui a caractérisé ce pays durant de nombreuses années, au rôle prépondérant de l'armée dans ce domaine, et au fait qu'il n'y a ni contrôle du gouvernement ni efficacité du système judiciaire sur ces questions".

#### UNE REQUETE CONTRE DES OFFICIERS REJETEE

Dans une décision rendue publique le 12 novembre, le juge du premier tribunal d'instance pénale a rejeté une plainte présentée par le Groupe d'appui mutuel (GAM) aux familles de disparus ; cette requête concernait 17 personnes liées à l'armée soupçonnées d'enlèvement. Parmi ces personnes se trouvent 12 officiers de l'armée : les lieutenants Jorge Mario Rivera Castillo, Emilio Escobar, Edgar Barrios Ochoa, Jorge Eberildo Camey, Rigoberto de Leon et Jorge Hernandez. La dénonciation compromet en outre le sous-lieutenant Erick Eduardo Fernandez, les militaires Emergildo Cayetano Carias, Alejandro del Cid, Byron Mansilla, Roberto Figueroa, Juan Manuel Estrada, Alfredo Davila et Jaime Martinez, ex-chef du département d'enquêtes techniques de la police nationale (supprimé depuis). Le GAM affirme avoir rempli toutes les conditions afin que sa plainte soit recevable.

D'autre part, Hector Gramajo, ministre de la Défense, a annulé le 16 novembre une audience prévue avec le GAM ; il n'était pas disposé à se prêter à un "show politique", le GAM ayant convoqué la presse.

#### MEJIA VICTORES DANS LA DIPLOMATIE

Le 17 novembre, le ministère des Affaires étrangères a annoncé l'entrée en fonction dans un service diplomatique du général Mejia Victores à partir du mois de janvier.

Selon Alfonso Cabrera Hidalgo, ministre des Affaires étrangères, l'ex-président (83-86) sera chargé d'une ambassade dans un pays latino-américain. Cette désignation est due à la rectitude avec laquelle Mejia s'est acquitté de son mandat présidentiel et à la place qu'il occupe dans l'histoire du pays.

Le général Pablo Nuila Hub sera sanctionné pour avoir refusé un poste diplomatique en Equateur.

#### UN DEPUTE DEMISSIONNE

José Garcia Bauer, député de l'Union du centre national au Congrès de la République a présenté le 16 novembre sa démission. Il considère qu'il y a pas au Guatemala de démocratie authentique et que les normes constitutionnelles ne sont pas appliquées à certains secteurs sociaux.



García Bauer a qualifié l'image de la démocratie de "fausse" et dénoncé publiquement l'existence d'escadrons de la mort qui éliminent des citoyens. Il accuse les hommes d'affaires du secteur privé, regroupés au sein du Comité des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), d'avoir opéré un véritable "coup d'état contre le parlement" en s'opposant à l'application des mesures fiscales votées par le Congrès, en contravention à l'ordre constitutionnel.

#### 60 000 PERSONNES ARRETEES CETTE ANNEE

Juan José Rodil, ministre de l'Intérieur, a informé le 13 novembre de l'arrestation de 60000 personnes depuis le début de l'année.

Le ministre a félicité la police nationale pour son travail dans le combat contre la délinquance ; en 1985, sur 60000 délits, seuls 18000 avaient été éclaircis.

Le ministre a annoncé la livraison de 700 radios de patrouille et de 200 motocycles au moyen desquels il espère améliorer le système de surveillance ; il espère ainsi que les agents "arriveront en moins de 7 minutes en quelque point de la ville".

#### L'ARMEE AUGMENTE SES EFFECTIFS

Le 13 novembre, le ministre de la Défense du Guatemala a confirmé à l'agence de presse allemande (DPA) l'augmentation des effectifs de l'armée (8200 hommes).

Selon l'Institut interaméricain d'études militaires, dont le siège se trouve à Washington, cette augmentation fait partie d'une restructuration des activités de l'armée guatémaltèque "considérée comme l'une des plus professionnelles d'Amérique latine".

#### LES ETATS-UNIS REDUISENT L'AIDE MILITAIRE

Le 15 novembre, Alfonso Cabrera, ministre des Affaires étrangères, a fait savoir que le Congrès des Etats-Unis avait décidé de réduire le montant de l'aide militaire accordée au Guatemala en 1988 ; celle-ci passera de dix millions de dollars à un million cinq cents mille.

Commentant une récente visite à Washington, Cabrera a reconnu que cette réduction avait constitué "une surprise désagréable" ; il a néanmoins bon espoir d'obtenir cinq millions de dollars, et peut-être "un peu plus".

Le montant de l'aide économique en 1988 s'élèvera à 80 millions de dollars.



### ECONOMIE

#### UN PRET POUR L'ELECTRIFICATION DU PAYS

La banque pour la reconstruction et le développement (BIRF) a accordé un prêt de 81 millions de dollars à l'Institut national d'électricité (INDE), pour la distribution de l'énergie électrique dans le pays.

La presse du 10 novembre précise que le prêt à intérêt variable est remboursable en 15 ans.

### INSURRECTION

#### DES INSURGES OCCUPENT UN VILLAGE DU CENTRE DU PAYS

Malgré les fortes offensives développées par l'armée contre les fronts de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), les forces insurgées ont occupé le village de Santiago Atitlan, dans le département de Solola, indique la presse du 11 novembre.

Selon la même source, les milieux militaires confirment cette occupation de 48 heures par 50 insurgés.

### MOUVEMENT POPULAIRE

#### GREVE DES TRAVAILLEURS DE L'IGSS

Quelques neuf mille travailleurs de l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale (IGSS) ainsi que cinq mille travailleurs de la boulangerie ont décidé, le 17 novembre, un arrêt de travail pour revendiquer une augmentation de salaire ainsi que de meilleures prestations sociales.

Raul Gonzalez, secrétaire du syndicat des employés de l'IGSS, a expliqué que le mouvement de grève touchait tous les organismes de sécurité sociale du pays.

Le dirigeant syndical a indiqué que le problème tournait au tour de l'augmentation de 25 quetzals (10 dollars) mensuelle pour les neuf mille travailleurs ainsi que d'autres prestations sociales et économiques.

De leur côté, les travailleurs de la boulangerie ont décidé de se mettre en grève pour revendiquer des améliorations salariales et des conditions de travail, car ils travaillent jusqu'à 16 heures par jour sans le paiement des heures supplémentaires.



## DROITS DE L'HOMME

### DENONCIATIONS DES VIOLATIONS AUX DROITS DE L'HOMME

La Coordination de solidarité chrétienne du Mexique avec le peuple du Guatemala, ainsi que l'Association centraméricaine des parents de disparus (ACADAFE), ont dénoncé la poursuite d'actions criminelles de la part de l'armée guatémaltèque contre la population civile. Cette information a été donnée par la presse, les 13 et 16 novembre dernier.

L'association chrétienne a exigé publiquement du gouvernement du Guatemala et du président Vinicio Cerezo qu'ils mettent fin à ces actes de violence qui portent atteinte à la vie et à la dignité du peuple et menacent l'esprit des accords d'Esquipulas I, de Contadora et du groupe d'appui.

De son côté, l'ACADAFE a demandé la libération de sept personnes arrêtées en différents endroits du Guatemala par des membres de l'armée et dont on n'a plus aucune nouvelle depuis leur capture, à la fin octobre.

Enfin, les médias ont signalé une augmentation du nombre d'assassinats, d'enlèvements et de disparitions. Ce nombre s'élève pour la semaine passée à un indice de quatre actes répressifs par jour et l'on craint une nouvelle augmentation dans les prochaines semaines.

### UN PRESENTATEUR DE LA RADIO TUE PAR BALLE

Hugo Leonel Angel Rodas, présentateur de Radio Panamericana, âgé de 24 ans, a été tué par balles dans le nord-ouest de la capitale de Guatemala. L'information a été donnée le 11 novembre par la presse.

La victime a été abattue avant l'ouverture des studios de Radio Panamericana par des inconnus et sans raison apparente.

Au même moment, les parents de l'étudiant de l'université San Carlos, Antonio Rodriguez, ont dénoncé la disparition de ce dernier craignant qu'il n'ait été enlevé.

### UN PROFESSEUR ASSASSINE

Le professeur Jose Francis Morales Lopez a été assassiné par balles au volant de sa voiture et en compagnie d'une femme non-identifiée. Ceci a eu lieu le 16 novembre dans la commune de Mixco.

Par ailleurs, la professeur Alma Ileana Shaffer, qui avait été enlevée, a réussi à s'enfuir au moment où le véhicule de ses agresseurs s'est accidenté.